

BURKINA FASO



**SOIXANTE-QUATRIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**



**DECLARATION
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
BLAISE COMPAORE
PRESIDENT DU FASO
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

NEW YORK, 25 SEPTEMBRE 2009

(Vérifier à l'audition)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations
866 United Nations Plaza First Avenue, Suite 326/327A
New York, N.Y 10017 Tél.: (1) 212-308-4720/21*

Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations ;
Monsieur le Secrétaire général ;
Distingués délégués ; Mesdames, Messieurs ;

Je voudrais vous présenter Monsieur le Président, mes vives félicitations pour votre élection à la présidence de la 64^{ème} session de l'Assemblée générale, et rendre hommage à votre prédécesseur. Au Secrétaire général Ban Ki-Moon, je réitère notre soutien pour son action.

La 64^{ème} session de l'Assemblée générale de notre Organisation commune se tient à un moment où la communauté internationale, confrontée à diverses crises, s'interroge sur les conditions de bâtir un monde de paix et de développement partagé.

En effet, si les conséquences politiques et économiques de la crise financière que nous vivons actuellement concernent le monde entier, elles sont et seront plus sévères pour les pays africains en raison de la fragilité et de la faible diversité de leurs économies. Est-il juste que ceux qui ne sont pas à l'origine de ce vaste dérèglement international soient ceux qui paient le prix le plus fort ? Assurément non.

C'est pourquoi, face à la profonde récession qui affecte la planète entière, il importe de renforcer les partenariats au développement aux fins de corriger les dysfonctionnements du système économique mondial défaillant.

Je salue les pertinentes conclusions des conférences au sommet sur la crise financière et économique susceptibles de nous installer dans une gouvernance mondiale plus vertueuse, garante d'un développement durable pour l'ensemble des Etats.

Pour relancer la croissance, instaurer le plein emploi et rétablir la confiance, l'adoption de règles strictes de régulation et de contrôle du système financier international est fondamentale. Parallèlement, l'accroissement de l'aide aux pays en développement est nécessaire pour favoriser l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

Monsieur le Président ;

Le 1^{er} septembre 2009, le Burkina Faso a subi des inondations qui ont entraîné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels très importants. Je renouvelle ma profonde gratitude à nos amis et partenaires qui nous soutiennent dans la gestion des conséquences de cette catastrophe naturelle.

La multiplication, dans le monde, de tels événements est due aux effets des changements climatiques. Il nous faut par conséquent, prendre la mesure de l'impérieuse nécessité d'y apporter des solutions appropriées. A cet égard, j'apprécie la forte convergence de vues, ainsi que la mobilisation de la communauté internationale autour de la problématique des changements climatiques.

La 15^{ème} Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue du 7 au 18 décembre prochain à Copenhague offrira aux nations du monde une occasion privilégiée pour prendre des décisions hardies afin de préserver notre génération et protéger notre planète des effets du réchauffement du climat.

C'est dans cette perspective que le Burkina Faso abritera, du 9 au 11 octobre 2009, à Ouagadougou, le 7^{ème} Forum mondial sur les opportunités pour un développement durable dans le contexte des changements climatiques.

Cette rencontre permettra à l'Afrique, continent à faibles capacités de résistance et d'adaptation aux conséquences du changement climatique, d'enrichir sa contribution au débat mondial sur la question.

**Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs ;**

Les conflits récurrents qui affectent le monde, constituent de véritables menaces pour la paix, la sécurité internationale et de sérieux obstacles au progrès économique et social des nations.

Le Burkina Faso exprime sa vive préoccupation face à la situation qui prévaut actuellement au Darfour, au sud Soudan et réitère son engagement à accompagner le peuple soudanais dans sa quête de paix.

A ce titre, l'envoi dans cette zone d'un bataillon militaire burkinabè pour le compte de la Mission hybride des Nations Unies et de l'Union africaine pour le Darfour, ainsi que la participation prochaine d'une unité de police constituée aux opérations de maintien de la paix, s'inscrivent dans cette logique.

L'appui de la communauté internationale aux efforts du Médiateur conjoint ONU – Union africaine, pour créer les conditions d'un dialogue productif et d'un accord définitif de paix entre les principales parties, est indispensable.

Monsieur le Président ;

La situation en Somalie demeure également une tragédie qui exige un franc soutien au Gouvernement fédéral de transition, afin qu'il rétablisse de façon irréversible la sécurité sur toute l'étendue du pays et dans les eaux territoriales somaliennes.

Le Burkina Faso suit aussi avec une attention particulière, l'évolution de la situation politique en Guinée et à Madagascar.

Dans ces deux pays, j'invite les différents acteurs politiques à engager un dialogue constructif avec toutes les parties prenantes pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

**Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs ;**

Je félicite l'Union africaine et les organisations sous régionales dont les efforts ont permis de trouver des solutions satisfaisantes à de nombreux foyers de tensions sur le continent. La tenue de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau constitue un exemple de succès remporté par la communauté internationale.

J'invite particulièrement la Commission de consolidation de la paix à soutenir le gouvernement bissau-guinéen dans la reconstruction du pays.

Monsieur le Président ;

En Côte d'Ivoire et au Togo, l'engagement des acteurs politiques à assurer l'application effective des Accords de sortie de crise, suscite de réels motifs d'espoirs pour l'organisation d'élections présidentielles régulières et transparentes.

Je salue la disponibilité constante du Conseil de sécurité à accompagner la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou et l'invite à poursuivre son action en faveur d'une résolution pacifique des conflits.

**Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs ;**

S'agissant de la question du Sahara Occidental, le Burkina Faso réaffirme son adhésion à la résolution 1813 du Conseil de sécurité des Nations Unies, soutient les efforts du Secrétaire général pour la recherche d'une solution politique et considère « *l'Initiative Marocaine pour la négociation d'un Statut d'Autonomie de la Région du Sahara* » comme une voie appropriée pour le règlement de ce différend.

Au Moyen-Orient, nous nous félicitons du bon déroulement des élections au Liban et encourageons ce pays à améliorer ses relations avec la Syrie et Israël.

La stabilité retrouvée du Liban et les perspectives de normalisation avec les Etats voisins constituent une opportunité pour envisager avec sérénité un règlement global de la question palestinienne.

La contribution de la République de Chine (Taïwan) au développement des pays les moins avancés mérite d'être saluée.

Sa participation à la dernière session de l'Assemblée mondiale de la santé augure d'une évolution positive de l'apport de ce pays à la vie de la communauté internationale.

Monsieur le Président ;

Depuis quelques années, la question de la prolifération des armes nucléaires, qui représente un immense danger divise la communauté internationale.

J'adresse mes remerciements et mes encouragements au Président OBAMA pour avoir organisé et dirigé avec succès le sommet du Conseil de sécurité consacré au désarmement et à la non prolifération nucléaires. Les engagements pris pourraient conduire à un monde dénucléarisé, plus ambitieux dans l'exploitation du nucléaire civil et plus vigilant sur les trafics illicites des matières nucléaires.

Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations ;
Monsieur le Secrétaire général ;
Distingués délégués ;
Mesdames, Messieurs ;

La réforme de l'ONU qui occupe notre agenda depuis plus d'une décennie, nécessite une démarche prudente mais résolue, en particulier en ce qui concerne le Conseil de Sécurité.

Je forme le vœu que les négociations s'engagent rapidement sur les questions relatives à une représentation juste et équitable de toutes les régions du monde, au renforcement de l'efficacité du rôle du Conseil et à la revitalisation de l'Assemblée générale.

Fidèle aux idéaux des Nations Unies, le Burkina Faso apportera sa contribution aux diverses réflexions et actions en cours, pour donner à notre organisation mondiale la vigueur et l'autorité indispensables pour prendre en charge les nouveaux défis qui s'annoncent.

Je vous remercie.